

Textes de J.-P. Lledo

Jean-Pierre Lledo est à l'origine d'une pétition mondiale pour faire reconnaître le massacre du 5 juillet 1962 à Oran, qui est disponible à cette adresse :

<http://www.change.org/fr/p/%C3%A9titions/a-tous-les-citoyens-du-monde-et-aux-ong-des-droits-de-l-homme-qu-ils-nous-apportent-leur-soutien-en-signant-2>

1. Texte de la pétition internationale « 5 Juillet 1962 à Oran, Algérie »

Le 5 juillet 1962 l'Algérie célèbre son indépendance, votée le 1er Juillet par référendum dans le cadre des « Accords d'Evian » du 18 Mars 1962 et reconnue par la France le 3 juillet. Ce même jour à Oran, deuxième ville d'Algérie, a été commis un massacre au faciès de très grande envergure à l'encontre principalement des populations d'origine non-musulmane, chrétienne et juive, qui espéraient pouvoir rester et vivre en bonne entente avec les musulmans dans la nouvelle Algérie, mais aussi contre des musulmans dénoncés comme «traîtres ». Durant toute une journée, à partir de 11h15, au même moment et dans tous les quartiers, et malgré la présence de 18.000 hommes de l'armée française, restés consignés sur ordre du commandement français dans ses cantonnements situés en pleine ville, des milliers de civils — femmes, enfants et hommes de tous âges — ont été raflés puis emmenés à pied ou dans des camions vers les commissariats et aussi vers d'immenses centres de détention, dont celui des Abattoirs. Quand ils n'étaient pas immédiatement livrés à la foule, lynchés et déchiquetés. La tuerie se poursuivit les jours suivants au sein de tous les centres de détention. Ces faits sont connus de tous les Oranais présents ce jour-là, et si en Algérie ces massacres ont été tus par les officiels, ils restent indélébiles dans la mémoire des simples citoyens algériens musulmans, témoins passifs ou acteurs, parmi lesquels cependant certains assurèrent de diverses manières le salut de personnes dont le seul tort apparent était d'être d'origine juive ou chrétienne. Et jusqu'à présent, à la périphérie d'Oran, « Le petit Lac » où furent jetés des centaines de cadavres est resté pour les Oranais un endroit funeste et hanté. Combien y eut-il de tués et de « disparus » à jamais ? Plus de sept cents comme les travaux d'historiens l'ont déjà établi, et notamment le dernier en date, celui de Jean-Jacques Jordi (Un silence d'État, Les disparus civils européens de la guerre d'Algérie, Soteca, 2011), qui a pu avoir accès à certaines archives françaises. Tant que toutes les archives françaises et algériennes ne seront pas ouvertes, on pourra supposer que des milliers d'innocents connurent ce triste sort. Mais quel que soit le nombre, l'ampleur du massacre, sa simultanéité dans tous les quartiers d'Oran, la mobilisation d'une immense logistique laissent penser qu'il a été programmé, organisé et coordonné à un très haut niveau, même si la participation à la curée d'une foule hystérisée a pu faire croire à des événements « spontanés ». Le 5 juillet 1962, en ce premier jour de célébration de l'indépendance de l'Algérie, s'est donc commis à Oran un véritable crime contre l'humanité. Crime passé sous silence, comme le fut longtemps celui de Katyn, encore que là, la matérialité du massacre des officiers polonais ne fût jamais contestée, juste attribuée aux nazis, alors qu'il avait été le fait de l'armée soviétique. Crime passé sous silence, comme tant d'autres encore! Mais 51 ans après, n'est-il pas temps que toute la lumière soit faite enfin sur ce massacre ? 51 ans après, n'est-il pas temps que les Archives algériennes et françaises soient enfin ouvertes à tous les historiens et qu'une enquête internationale digne de ce nom soit entreprise pour que l'on en mesure l'ampleur exacte ? Telle est notre exigence. Mais en attendant nous voulons faire savoir au monde que le 5 juillet 1962 en Algérie, deux jours après la déclaration officielle de son indépendance, il y a bien eu un massacre de civils à Oran. C'est pourquoi nous, signataires, adressons notre message en ce 5 Juillet 2013, à toutes les organisations humanitaires internationales, comme à tous les citoyens du monde.

2. 1^{er} texte publié par J.-P. Lledole 5/11/2013 sur le site *Hunfington Post*

Algérie: comment faire reconnaître le massacre du 5 juillet 1962

Je ne suis pas historien, mais cinéaste. Mon intérêt pour cet épisode provient de plusieurs choses. Mon enfance s'est faite à Oran et j'ai toujours gardé le lien avec cette ville, mes amis d'enfance et ceux de mes parents. J'ai été marié à une Oranaise (d'origine arabe). Enfin, j'ai fait un film (*Algérie, histoires à ne pas dire*) dont la quatrième partie est consacrée à cette tragédie, et qui a été interdit en Algérie.

J'ai su très tôt qu'il s'était passé quelque chose de terrible le 5 juillet 1962 à Oran, où je n'habitais plus depuis 1957. Seules les opinions pro-indépendantistes et communistes de mon père, qui furent aussi les miennes par la suite, m'ont empêché de vouloir en savoir plus, et ont provoqué chez moi leur occultation de fait. Circonstance atténuante: j'ai vécu en Algérie jusqu'en 1993, et ce sujet comme d'autres était tabou. Ce que j'avancerai ci-après est le résultat de mes propres réflexions, fondées essentiellement sur des témoignages d'Algériens arabes et de Pieds-noirs, simples citoyens ou militaires, recueillis personnellement, et sur quelques lectures.

Bilan

Il y a eu beaucoup de morts ce jour-là. Environ 700 tués et disparus, d'après les archives françaises auxquelles a pu avoir accès l'historien [Jean-Jacques Jordi](#) (*Un Silence d'Etat*, Ed. Sotéca. 2011). Mais sans aucun doute beaucoup plus. L'ouverture des Archives algériennes, celle de l'ALN, du FLN, les registres de l'hôpital d'Oran et des cimetières, la mise à nu des charniers dont certains sont parfaitement localisés, le démontreraient aisément.

Mais plus que l'aspect quantitatif, ce qui caractérise ce massacre, c'est sa qualité. C'est un massacre raciste. Durant toute la journée du 5 juillet, célébration officielle de l'indépendance algérienne, on fait à Oran la chasse au faciès non-musulman.

[Jules Molina](#), militant oranais éminent du Parti communiste algérien, avait été libéré de prison par la France en mars 62, en vertu des 'Accords d'Evian'. Il se met aussitôt au service du FLN et fait redémarrer la CLO, une usine de conditionnement du lait, à l'arrêt suite à l'exode des techniciens pied-noir. Le 5 juillet, à peine sorti de l'usine, il est aussitôt arrêté, mis dans une voiture et emmené sans ménagement au commissariat du quartier déjà bondé d'Européens. Quelques moments plus tard, un militant FLN le reconnaît et le libère. Il sait alors qu'il vient d'échapper miraculeusement à la mort.

Halima Bourokba, la femme du troisième Président de la république algérienne, Chadli Bendjedid, jeune fille alors, faillit faire les frais aussi de cette terreur ethnique. Habillée en robe, prise pour une Européenne, elle ne dut son salut qu'en criant qu'elle était musulmane, qu'en récitant illico un verset du Coran, puis comme le tueur le lui intima, qu'en marchant sur le corps de la victime européenne, là à ses pieds. Cet incident qui ne fut pas sans traumatisme sur son psychisme, un fait transmis par sa famille et connu à Oran.

Commis par un peuple et ses dirigeants, le jour même de son indépendance censée mettre un terme à un système colonial dit "raciste", le massacre du 5 juillet 1962 est donc devenu LE crime fondateur de la nouvelle identité algérienne. C'était suffisant pour qu'il soit biffé de la mémoire nationale.

Silence algérien redoublé par le silence français, lui aussi compréhensible: ce jour-là, et les suivants, on tue devant 18.000 soldats français, sommés par De Gaulle de ne pas intervenir. Silences d'Etats nullement dérangés par les historiens officiels, français et algériens, plus intéressés à légitimer la guerre d'indépendance du FLN, comme si cela faisait encore problème, qu'à faire leur métier d'historien: dire la vérité de l'histoire.

Deux ans après la sortie du livre de Jean-Jacques Jordi, l'Etat français n'a toujours pas entrepris la moindre démarche vis-à-vis de l'Algérie.

En Algérie, l'unanimité nationaliste fait de la quasi-totalité des intellectuels, des "intellectuels organiques" comme les appelait Gramsci. Seule exception, l'universitaire oranais [Karim Rouina](#) eut le courage dans sa thèse universitaire (rédigée en France dans les années 80) de communiquer des témoignages très précis d'arrestations, de détention et d'extermination des civils non-musulmans, mais n'intervint plus jamais à ce sujet par la suite... Quant à Fouad Soufi qui fut le directeur des Archives d'Oran, il fut le premier historien à communiquer sur cette tragédie, mais en prenant la précaution de l'expliquer par la violence de l'OAS... Quand je lui demandai pourquoi il n'avait pas mené une enquête auprès des chefs FLN d'Oran de cette époque, encore vivants, il me répondit: "J'ai une famille".

Le massacre

Je n'ai pas rencontré un seul Oranais qui ait vécu ces 3 journées (les 5, 6, 7 juillet 1962) et qui m'ait dit ne pas savoir. Un vieux militant communiste Tayeb Malki me raconta qu'à la gare d'Oran, un homme de 40 ans criait, alors qu'on l'arrosait d'essence, et avant d'être immolé: "Je suis un ouvrier ! Je suis un ouvrier!". Et à "Victor Hugo", quartier arabe où il avait dû s'exiler par peur de l'OAS, tout près du petit Lac où l'on jetait les cadavres suppliciés, il vit un homme tuer un Européen, lui ouvrir le ventre, et manger son foie... Tout comme récemment le commandant de l'opposition syrienne de la brigade Omar Al-Farouq, [mutilant puis mangeant le foie du cadavre d'un soldat syrien](#). Le militant communiste qui me raconta cela, savait comme tout musulman un peu lettré que le meurtrier croyait venger, 14 siècles après, le chef militaire Hamza b. Abdalmouttalib, oncle du Prophète Mohamed, qui une fois tué, se fit dévorer précisément le foie...

Un ex-diplomate algérien de l'Onu, Hadj-Chikh Bouchan publia il y a quelques années un récit personnel sur son adolescence à Oran, "Les barbelés du village nègre", et son engagement au sein du FLN oranais. Le récit s'achevait le 5 juillet sans un mot pour le massacre. Je lui en demandai la raison. Sa réponse, devant son épouse, fut celle-ci: "Je n'ai pas pu. Ce que j'ai vu est trop horrible".

Comme j'insistai, il me raconta le fait suivant.

Le 5 juillet, il se trouvait dans le quartier "Ville Nouvelle", plus précisément sur la terrasse d'une maison. Plus précisément, avec d'autres jeunes, en train de démonter des revolvers, de les huiler et de les remonter (le jour de la "fête" du 5 juillet...). Un autre jeune arriva et s'empara d'un pistolet abandonné. "Il est enrayé, laisse tomber !". Le nouvel arrivé ne se découragea pas, le démontra, le huila, le remonta, et sortit avec.

L'auteur poursuit : "Je le vis sortir de la maison, aller vers un Européen et lui tirer dessus. ("Ville Nouvelle" était un quartier exclusivement musulman durant la guerre, mais l'Européen, peut-être même un sympathisant de l'indépendance, avait cru pouvoir s'y aventurer, un jour de fête...). L'homme tomba, mort. Le jeune homme remonta à la terrasse, et laconique, dit à ses compères : "Le pistolet n'était pas enrayé".

Des récits de ce type, de témoins arabes, j'en ai entendu de très nombreux. Ils n'infirmement nullement le récit des dizaines de survivants européens durant ces journées sanglantes que l'on peut lire dans les 3 livres de Geneviève de Ternant *L'Agonie d'Oran*. Pour ce massacre comme pour celui du 20 août 1955 dans la région de Philippeville (Skikda), par lequel commença vraiment la "guerre de libération", il n'y a absolument aucune "guerre de mémoires" (dada de l'historien officiel Benjamin Stora, particulièrement discret à ce sujet).

Algériens arabes et pieds-noirs disent exactement la même chose, la même violence, la même tuerie.

Ce qui est sûr, c'est que le 5 juillet 1962 pèse lourd, très lourd sur la conscience des Oranais, qu'ils aient été des témoins actifs ou passifs. Quand je demandai à mon copain d'enfance Smaïn, en 2002, lors du tournage d'un film précédent *Un Rêve algérien*, s'il avait vu quelque chose le 5 juillet (à Oran, inutile de dire "massacre", évoquer le "5 Juillet 62" suffit...), voici quelle fut sa réponse: "Tu sais Jean-Pierre, quand on se rassemble entre copains de l'époque, on se dit que ce qui nous arrive à présent (le terrorisme islamiste), c'est pour payer ce qu'on a fait le 5 juillet...".

3. 2^e texte publié par J.-P. Lledo le 6/11/2013 sur le site *Hunfington Post*

Algérie: qui est l'auteur du massacre du 5 juillet 1962 à Oran ?

Compte tenu du fait qu'il n'y a pas encore, sur cet événement, un ouvrage de la dimension de ceux de Roger Vétillard sur les massacres du 8 Mai 1945 ou du 20 août 1955, voici quelques réponses et hypothèses.

C'est l'OAS !

C'est ce qu'on entend à Oran de la part des militants FLN. Le peuple fête l'indépendance et l'OAS lui tire dessus. Suscitant sa furie. Cet argument ne tient pas. Les OAS étaient peut-être furieux, mais pas fous. S'il en restait ce jour-là à Oran, ils se terraient. De plus, la tuerie ne démarre pas en un seul endroit pour ensuite faire tache d'huile, mais simultanément dans tous les quartiers d'Oran, dès la matinée (sans parler des enlèvements, les jours et les semaines précédentes).

Certains historiens algériens, tel Fouad Soufi, évoquent aussi l'OAS, mais pour justifier la fureur populaire: des hommes et des femmes lynchent, crèvent les yeux, arrachent les membres, éventrent, étripent, etc. Argument tout aussi faible que le précédent. La violence OAS a été pareille à Alger (voiture piégée du port, mortiers sur Belcourt, etc...) mais point de massacre final.

Le peuple

Il a effectivement pris sa part au massacre. Même s'il y a eu des Justes qui ont prévenu, protégé, caché, sauvé. 10 à 15% de la population, comme dans tous les génocides du monde. Mais faire endosser au "peuple" l'idée même du massacre relève de la lâcheté des véritables concepteurs et encadreurs. Ce qui s'est passé le 5 juillet 1962, puis le 6, et le 7, l'a été sur une trop grande échelle (Oran était la 2^e ville d'Algérie), et mobilisé une logistique de trop grande ampleur pour que l'on puisse croire une seule seconde en la spontanéité du "peuple". Ni simultanément, ni spontanément.

Durant ces trois journées, on gère des dizaines de milliers de personnes, victime comprises. Des milliers de civils non-musulmans sont arrêtés, emmenés, à pied, dans des voitures, ou dans des camions, vers les lieux de détention déjà préparés à cet effet (commissariats de la ville, le central et ceux des quartiers, les Abattoirs, et d'autres grandes surfaces, dans différents quartiers), puis acheminés vers le quartier périphérique du "Petit Lac" pour être livrés à une foule ivre de sang.

Anticipation, organisation, mobilisation de moyens humains et matériels, encadrement : seules des organisations puissantes et rôdées sont capables d'une telle performance. Les meneurs sont des militants du FLN oranais, et des forces militaires et policières (arabes), mises en place après l'accord de cessez-le-feu du 19 mars, conjointement par le FLN-ALN et la France, en principe pour assurer l'ordre et prévenir tout débordement.

En fin d'après-midi de la première journée, des officiers de la future Sécurité militaire de Boumediene (MALG à l'époque) interviennent démonstrativement, trop démonstrativement, pour arrêter certains de ces meneurs et empêcher quelques massacreurs. (Et ce, puisque les 18.000 soldats de l'armée française, à quelques exceptions près, observent le massacre sans réagir). Ces officiers sont en relation avec le Capitaine Bakhti qui dirige les troupes de l'ALN envoyées depuis quelques jours à Oran par le chef d'Etat major Houari Boumediene, qui, venu du Maroc, se trouve lui à Tlemcen avec Ben Bella...

On peut donc dire que la gestion de la tuerie du 5 juillet 62 a été l'œuvre de deux forces, celle du FLN d'Oran, et celle de l'ALN de Boumediene.

Division du travail ou manipulation ?

Division du travail entre ces deux forces, il y a eu objectivement. Mais cela ne s'est fait ni volontairement, ni consciemment, pour la simple raison que ces deux forces sont en opposition. Il faut savoir en effet qu'à cette époque, la "Révolution" est bicéphale. Son pouvoir est partagé entre

deux forces. D'un côté le GPRA (Gouvernement provisoire) qui a une certaine légitimité internationale puisqu'il l'a représentée depuis sa création en 1958. En juillet, il se trouve déjà à Alger. Et de l'autre, l'Etat-Major de l'ALN (armée) et sa Sécurité militaire qui représentent la force réelle. Boumediene s'est déjà choisi son premier Président de la République, Ben Bella. Trois années après, le 19 juin 1965, il le destitue. Boumediene est mort en 1978, mais sa créature, la Sécurité Militaire, dirige toujours l'Algérie.

Or à Oran, le FLN a prêté allégeance au GPRA, et représente un obstacle à la marche vers le pouvoir central. Son chef est "Abdelhamid" ou "Hamid", de son vrai nom Chadly Benguesmia (En 2006, j'avais essayé de le rencontrer. Son neveu, avocat, me dit que c'était possible, puis se rétracta, prétextant l'état de santé de l'oncle). On peut donc dire que le 5 Juillet, c'est aussi la prise d'Oran par l'ALN de Boumediene, représenté par le Capitaine Bakhti qui placera Abdelhamid en résidence surveillée les jours suivants. La marche vers Alger est désormais possible. Elle est finalisée en septembre après les affrontements d'Août qui font des dizaines de milliers de morts (non comptabilisés à ce jour) dans la région d'Alger entre les willayate fidèles au GPRA et l'armée moderne de Boumediene venue de Tunisie et du Maroc.

Dans la 4e partie d'*Algérie, histoires à ne pas dire*, un activiste FLN parle élogieusement d'Abdelhamid, et nous apprend qu'il a dirigé le FLN oranais durant toute la guerre, clandestinement, habitant à la Marine, le quartier le plus espagnol d'Oran. Puis, qu'après les "Accords d'Evian" du 19 mars, il installe son QG au Petit Lac. Enfin, qu'à l'approche du 5 juillet, il s'installe plus centralement dans le quartier musulman de la Ville Nouvelle. Or, nous savons que la Ville Nouvelle comme le Petit Lac ont été des hauts lieux du massacre. Au Petit Lac, où sont jetés d'innombrables corps généralement mutilés, officient les lieutenants d'Abdelhamid, les deux frères Attou (le cadet vivait tranquillement à Marseille ces dernières années).

S'il est évident que ces deux forces, bien qu'opposées, ont objectivement collaboré, qu'est-ce qui les réunissait, hormis l'indépendance? Les écrits des dirigeants nationalistes n'en font pas mystère. La seule chose qui unit le GPRA de Ben Khedda à l'ALN de Boumediene, c'est bien le refus de cohabiter avec une forte population de non-musulmans (un million à l'époque, d'origines juive et chrétienne, pour 9 millions d'Arabo-Berbères musulmans). L'idéologie "nationale", en fait nationaliste, excluait l'éventualité d'une Algérie multiethnique. La "guerre de libération" a donc d'abord été une "guerre d'épuration". Du premier au dernier jour. Les victimes civiles non-musulmanes représentent la moitié des victimes militaires. Cette stratégie de la terreur avait un but : inciter les non-musulmans à quitter l'Algérie, si possible avant même l'indépendance.

Or, en 1961 et 62, trop de Juifs et de Chrétiens pensent encore qu'il ne faut pas céder à la panique et que peut-être "les choses vont s'arranger". On décide donc de leur envoyer deux messages dénués de toute ambiguïté. Le 22 Juin 1961, à la communauté juive. Raymond Leyris, musicien de Constantine et symbole d'une possible fraternité judéo-arabe, est assassiné. Et le 5 juillet à Oran à la communauté pied-noire chrétienne. Même si beaucoup de Juifs figurent aussi parmi les victimes. Viviane Ezagouri dont le père a "disparu" et qui elle-même échappa miraculeusement avec son fiancé au lynchage, raconte que la tête du patron du bar juif de la Rue de la Révolution, Mr Fellous, servit de ballon de foot.

Le message du 5 juillet a en fait deux destinataires. A ceux qui avaient projeté de rester, on leur dit: Partez ! Et à ceux qui, partis en grande panique, espéraient revenir après l'indépendance: Surtout ne revenez pas, restez où vous êtes !

Malgré ce but commun, les deux forces, GPRA et ALN, demeurant opposées, comment s'est faite la gestion concrète du massacre, avant, pendant, et après ? Pour répondre à cette question, comme à d'autres, il faudrait que les archives algériennes soient ouvertes aux historiens (dans un siècle ?). Seuls des décideurs de l'époque auraient pu nous apporter quelques lumières... La plupart sont morts. Et aucun historien algérien n'a été assez courageux, pour les interroger. La peur est une donnée constitutive de l'intelligentsia en pays totalitaire. Seules sont donc permises des hypothèses. Celle d'un chercheur sur cette tuerie, Jean-Claude PAYA, est celle qui me séduit le plus, car elle

permet d'expliquer deux démarches apparemment contradictoires: selon lui, l'ALN de Boumediene aurait été pyromane puis pompier.

La Sécurité militaire (alors MALG) a fait montre, depuis, de tout son savoir en matière de manipulation. Les Algériens en savent quelque chose.

Connaissant les coups tordus de toutes les polices secrètes, on peut très bien imaginer que le 5 Juillet, la Sécurité militaire lance l'opération, laisse croire au chef du FLN d'Oran, Abdelhamid, qu'il est le seul décideur, lui permettant même d'opérer suffisamment longtemps pour que la terreur s'empare des non-musulmans, pour, en fin de parcours, commencer de façon très démonstrative à s'y opposer...

Boumediene gagne ainsi sur tous les tableaux. Les Européens et Juifs se précipitent vers les bateaux et les avions... L'opinion internationale, et surtout la France, sont rassurées: l'ALN de Boumediene est en mesure de garantir la stabilité interne (et donc l'exportation des hydrocarbures) à un moment où l'Afrique post-indépendance est en plein chaos et guerre civile... Déjà légitimée par sa force militaire, l'ALN gagne ainsi une légitimité politique internationale.

Les ordres de De Gaulle au Général Katz de ne pas intervenir pour sauver du massacre les Oranais (encore citoyens français !) peuvent aussi s'expliquer. La France tient à être bien représentée auprès des nouvelles autorités... Et elle le sera. Quelques mois plus tard, Hervé Bourges (sans doute un grand flic) devient conseiller (très) spécial du premier Président de la RADP (République Algérienne Démocratique et Populaire), Ben Bella !

Conclusion

En 2006, pour filmer le quatrième épisode de mon dernier film, "Algérie, histoires à ne pas dire", j'avais choisi le quartier de la Marine avec sa fameuse Calère, car elle était peuplée à peu près également d'Arabes et de Pieds-noir d'origine espagnole, tous aussi pauvres les uns que les autres et parlant tous l'espagnol (les vieux Oranais arabes le parlent encore entre eux !).

Les résultats de mon enquête préliminaire me laissèrent penser que ce quartier avait été l'exception du 5 juillet à Oran. Partout on avait tué, sauf là. J'avais voulu y voir la conséquence d'une fraternité quasi-prolétarienne qui flattait mes opinions d'alors.

Jusqu'au moment où, vers la fin du tournage, le personnage le plus assimilé à la culture pied-noir, dit "Tchitchi" lâcha le morceau : dans la maison où lui-même avait habité, appartenant à son beau-père, chef du FLN du quartier, une trentaine de Pieds-noir avaient été détenus le 5 Juillet 62, et parmi eux, même un couple communiste.

Que leur était-il arrivé ?

Lors de notre premier contact, il passa en silence la main sur sa gorge.

Devant la caméra, il bafouilla et se contredit plusieurs fois en quelques minutes...

Ainsi, il n'y avait pas eu d'exception à la Marine.

Ici comme ailleurs, la rage nationaliste et la haine ethnique avaient pareillement fonctionné, chez ceux-là mêmes qui avaient tété des femmes espagnoles, puisque dans ce quartier presque tous, chrétiens et musulmans, étaient frères ou sœurs de lait...